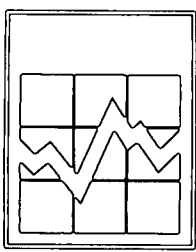


# LA CULTURE

E N P E R S P E C T I V E



C-3

87-004

Printemps 1992

Volume 4, No. 1

**Un sondage auprès des lecteurs**

Après déjà plus de deux années de parution de "La culture en perspective", nous procédons à un sondage auprès de nos lecteurs et lectrices. Aidez-nous à rendre notre publication plus adaptée à vos besoins! Il s'agit tout simplement de remplir le questionnaire inséré dans ce numéro et de nous le faire parvenir dans l'enveloppe pré-affranchie ci-incluse. Vos réponses nous aideront à améliorer le contenu et la présentation de "La culture en perspective" afin de vous la rendre plus utile.

**Dans ce numéro:**

Le périodique canadien: baisse du tirage, maintien des recettes	1
Les différences inter-provinciales dans les dépenses publiques au titre de la culture	3
Le passé de l'édition du livre, un gage d'espoir?	5
Plus de 203 millions \$ consacrés aux dépenses d'investissement dans le secteur du patrimoine	6
Le déficit des compagnies d'arts d'interprétation continue à augmenter	6
À la recherche de la population active du secteur culturel	7
Pleins feux sur les données	7
Listes des publications et des données	7, 8

**Le périodique canadien : baisse du tirage, maintien des recettes**

*Fidelis Ifedi, Gestionnaire de l'enquête sur l'édition du périodique*

Les premiers signes de la récession récente se manifestent dans le secteur du périodique en 1989-1990, année où les chiffres de tirage régressent pour la première fois depuis 1984-1985. Toutefois, les recettes en dollars courants continuent leur ascension malgré la baisse du tirage. La hausse des ventes d'annonces publicitaires, du prix du numéro et du tarif d'abonnement sont les grands facteurs responsables de la croissance des recettes. Par contre, lorsque l'inflation est prise en compte, les recettes totales des périodiques canadiens demeurent inchangées par rapport au niveau de 1988-1989.

En 1989-1990, le tirage annuel combiné de l'ensemble des périodiques canadiens régresse de 6 % pour atteindre 522 millions d'exemplaires (figure 1 en page 2). Le tirage annuel moyen par périodique s'élève à 349,500 exemplaires, soit un recul en regard des 363,000 exemplaires de 1988-1989 et des 359,500 de 1987-1988.

**Le tirage diminue dans tous les groupes de recettes**

La diminution du tirage total s'observe dans tous les groupes. Les chiffres de tirage régressent de 4 % en 1989-1990 par rapport à l'année précédente dans le groupe de périodiques dont les recettes annuelles sont égales ou supérieures à un demi-million de dollars. Les périodiques à recettes moins élevées enregistrent de plus fortes diminutions, soit une baisse de 15 % dans le groupe des recettes moyennes, comprises entre

100,000 \$ et 500,000 \$, et un recul de 18 % dans la tranche des recettes inférieures à 100,000 \$. Quoique les périodiques ne subissent pas d'importants revers financiers en 1989-1990, la régression observée signale le début de temps difficiles pour le périodique canadien.

**Les recettes se maintiennent**

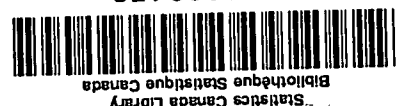
Les périodiques résistent sur le plan financier en raison des recettes tirées de la publicité qui continuent leur progression; elles augmentent de 6 % par rapport à l'année précédente et s'établissent à 576 millions \$ en 1989-1990. À titre de comparaison, les recettes de tirage (ventes au numéro et abonnements) n'enregistrent qu'une hausse marginale de 2 %. Les recettes totales de l'ensemble des périodiques se fixent à 903 millions \$ en 1989-1990, soit une majoration de 5 % en dollars courants par rapport à l'année précédente.

Cependant, en dollars constants de 1986, les recettes de tirage reculent de 3 % en 1989-1990 en regard de l'année précédente. Si l'on tient compte de l'inflation, les recettes tirées de la publicité progressent de moins de 1 % alors que les recettes totales de l'ensemble des périodiques canadiens maintiennent à peine les niveaux de 1988-1989 en valeur réelle (figure 2 en page 2).

Il semblerait, comparativement à l'économie canadienne, que la récession a frappé plus tôt le secteur du périodique canadien. Le produit intérieur brut (PIB), indicateur du

Suite p. 2

101089152



rendement de l'économie canadienne, enregistre une majoration de 3 % en 1989 après avoir augmenté de 4 % l'année précédente. Bien qu'ayant connu un ralentissement d'expansion, l'économie canadienne a obtenu de meilleurs résultats que le secteur du périodique pour ce qui est de la croissance des ventes de produits au cours de la période.

Une part du problème rencontré par les périodiques est le fait que la demande de matériel de lecture s'est accrue à un taux beaucoup plus lent que la demande pour l'ensemble des biens et services. En 1989-1990, les dépenses personnelles au titre de la lecture augmentent de 1 % en valeur constante, par rapport à l'année précédente, alors que l'ensemble des dépenses personnelles en biens et services de consommation progressent de 4 %.

Il semble que les périodiques ne soient pas les seuls des médias imprimés à lutter pour survivre en cette période économique difficile. Les recettes tirées de la publicité, qui sont le moyen de subsistance des quotidiens (elles représentent 70 % du total des recettes des quotidiens), régressent en 1989-1990 de 1 % en valeur constante. Les stations privées de radio et de télévision postent de légères hausses de leurs recettes de publicité, soit 1 % et 2 % respectivement, si l'on tient compte de l'inflation.

**Les éditeurs québécois sont les plus touchés par la baisse du tirage**

À l'échelle provinciale, c'est au Québec que se font sentir le plus durement les répercussions de la baisse du tirage annuel des périodiques. En effet, le tirage recule de 20 % par rapport à l'année précédente dans cette province et s'établit à 125 millions d'exemplaires en 1989-1990. Le tirage annuel moyen des périodiques publiés au Québec régresse, en raison surtout de la chute des ventes en kiosque et du tirage réglementé, et se fixe à 304,000 exemplaires, comparativement à une moyenne de 365,000 exemplaires en 1988-1989 et de 347,000 en 1987-1988.

Le tirage annuel des périodiques publiés en Alberta et au Manitoba enregistre une baisse de 12 %. En Ontario, on observe un léger repli de

1 %. Une hausse importante de 10 % est postée pour les périodiques publiés en Saskatchewan et en Colombie-Britannique. Le nombre d'exemplaires tirés dans les provinces de l'Atlantique s'accroît de moins de 1 % en 1989-1990 par rapport à l'année précédente.

Compte tenu du recul de 6 % de l'emploi dans le secteur canadien de l'édition du périodique en 1989-1990, les perspectives d'avenir ne peuvent qu'être sinistres. Si le tirage continue à décroître en raison de la récession récente, les recettes régresseront vraisemblablement, les annonceurs réagissant à l'évolution du marché du périodique et aux changements de leur propre situation économique. □

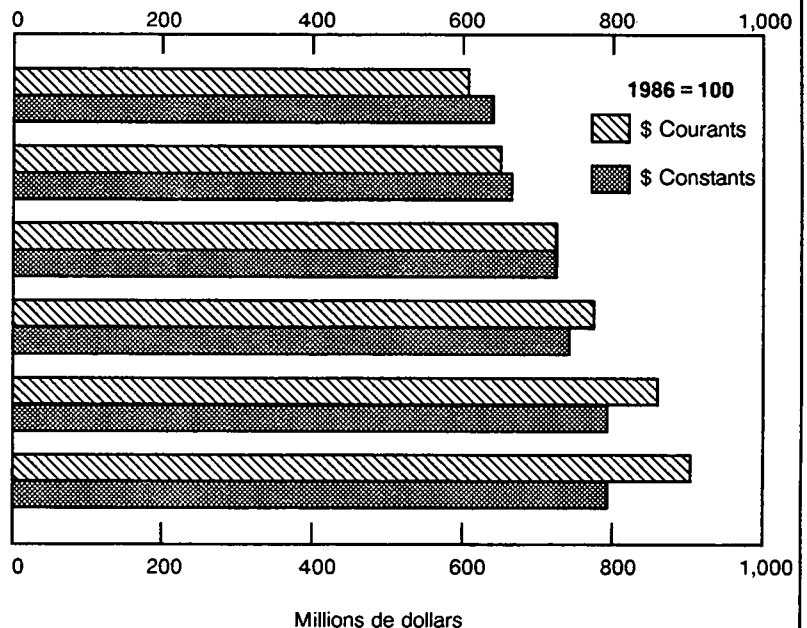
Figure 1

**Tirage total annuel des périodiques canadiens, 1984-85 à 1989-90**



Figure 2

**Revenu total des périodiques canadiens, 1984-85 à 1989-90**



# Les différences inter-provinciales dans les dépenses publiques au titre de la culture

Norman Verma, Gestionnaire de l'enquête sur les dépenses publiques au titre de la culture

Au Canada, le financement public au titre des arts et de la culture ne date pas d'hier. En effet, un grand nombre de ministères et d'organismes gouvernementaux ont fourni une aide financière considérable aux industries et aux établissements culturels ainsi qu'aux artistes, en particulier depuis le centenaire du pays en 1967. Ce soutien a pour but de rendre les arts et la culture accessibles à l'ensemble des Canadiens. Les gens de toutes régions bénéficient des dépenses publiques au chapitre de la culture, mais on observe des différences entre les provinces dans l'augmentation des dépenses et dans la répartition du budget culturel total entre elles.

## Croissance des dépenses

Les résultats de l'Enquête sur les dépenses des administrations au titre de la culture démontrent qu'en 1989-1990, les administrations publiques des trois paliers consacrent au total 5.7 milliards \$ à la culture.

L'administration fédérale contribue pour un peu plus de la moitié de cette somme (2.9 milliards \$), les administrations provinciales et municipales expliquant respectivement 1.7 milliard \$ et 1.1 milliard \$.

Si l'on tient compte de l'inflation, l'ensemble des dépenses publiques au chapitre de la culture augmentent de près de 15 % durant la période comprise entre 1985-1986 et 1989-1990. On enregistre une progression des dépenses supérieure à la moyenne en Nouvelle-Écosse, au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique. À l'opposé, les dépenses diminuent réellement à l'Île-du-Prince-Édouard et en Alberta. Dans les autres provinces, la croissance des dépenses est inférieure à la moyenne nationale.

Au cours de la même période, les dépenses fédérales au titre de la culture s'accroissent à un taux plus élevé que le taux national moyen (12 %) à Terre-Neuve, au Québec, en Alberta et en Colombie-Britannique. On observe un recul des dépenses fédérales à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick.

La croissance correspondante des dépenses publiques provinciales au chapitre de la culture s'établit également à 12 % en moyenne et est comprise entre le sommet de 51 %

enregistré en Nouvelle-Écosse et le niveau de 1 % observé au Manitoba, alors qu'on assiste à une chute de 27 % en Alberta.

Les dépenses culturelles municipales progressent rapidement au cours de la période, avec une moyenne nationale de 31 %. Ce taux est dépassé en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, au Québec, en Ontario et au Manitoba. Les dépenses municipales au titre de la culture régressent toutefois en Alberta et à Terre-Neuve.

## Répartition inégale entre les provinces

Le financement public des activités culturelles n'est pas réparti également entre les provinces, en particulier en ce qui a trait à l'aide fédérale. Si l'on se penche sur la structure des dépenses, tant les dépenses absolues que celles par habitant, on observe que le soutien accordé par l'administration fédérale au secteur culturel est concentré au Québec et en Ontario, où sont situés un grand nombre de ministères et d'organismes culturels fédéraux, ainsi que les grandes entreprises et établissements culturels. Les dépenses fédérales, dans les autres provinces, par

habitant, sont plus élevées dans l'est que dans l'ouest du pays (figure 3).

Il ne ressort pas de répartition géographique précise des dépenses culturelles des administrations provinciales. L'Île-du-Prince-Édouard vient au premier rang des dépenses par habitant (93 \$ par personne); viennent ensuite le Québec (75 \$), la Nouvelle-Écosse (73 \$), le Manitoba (70 \$), la Saskatchewan (69 \$), l'Alberta (63 \$), la Colombie-Britannique (60 \$), l'Ontario (59 \$), Terre-Neuve (41 \$) et le Nouveau-Brunswick (37 \$).

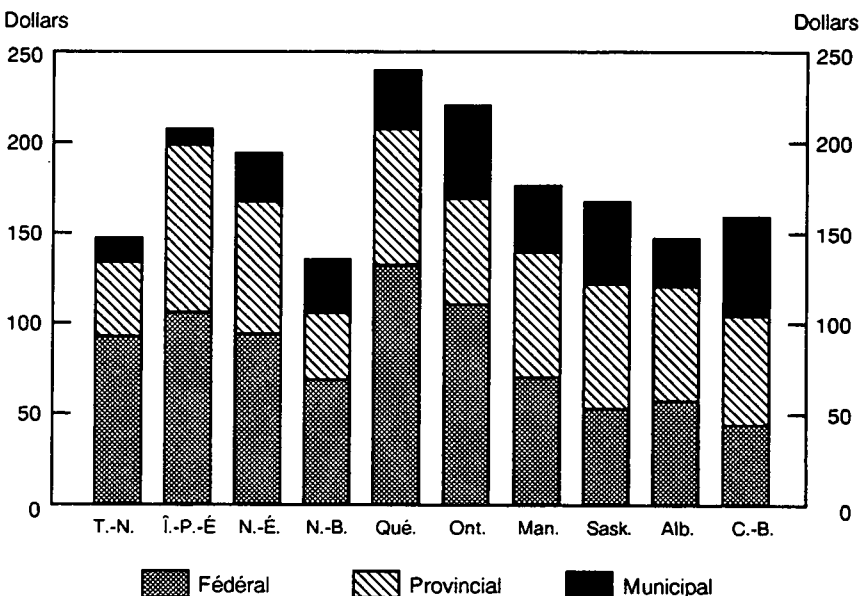
Contrairement aux dépenses fédérales, les dépenses municipales au chapitre de la culture augmentent, de façon générale, d'est en ouest. Les dépenses par habitant en Colombie-Britannique, en Ontario et en Saskatchewan sont supérieures à la moyenne nationale de 41 \$ alors qu'elles sont inférieures dans les autres provinces.

À l'échelle nationale, les Canadiens bénéficient différemment de l'aide publique à la culture. L'écart est compris pour les trois paliers de gouvernement entre 27.1 millions \$ à l'Île-du-Prince-Édouard et 2.1 milliards \$ en Ontario.

Suite p. 4

Figure 3

Dépenses publiques par habitant au titre de la culture, selon la province et le palier de gouvernement, 1989-90



### Priorités différentes

Les dépenses au chapitre de la culture peuvent être ventilées en grands groupes culturels que sont les industries culturelles, les bibliothèques, le patrimoine et les arts. Les trois paliers de gouvernement n'accordent pas le même ordre de priorité à ces domaines, l'administration fédérale concentrant ses dépenses sur les industries culturelles, les administrations provinciales, sur les bibliothèques et le patrimoine, et les administrations municipales, sur les bibliothèques principalement.

### Industries culturelles

Les industries culturelles – qui comprennent la radiodiffusion et la télévision, le cinéma et la vidéo, l'édition du livre et du périodique et, enfin, l'enregistrement sonore – reçoivent 2.2 milliards \$ ou deux cinquièmes de l'ensemble des dépenses publiques au titre de la culture. La radiodiffusion explique 72 % de ce total. L'Ontario et le Québec se voient consacrer un pourcentage important (72 %) de l'ensemble de l'aide donnée aux industries culturelles. Dans une large mesure, cette répartition est conséquente avec la concentration géographique existante des installations de production et de l'infrastructure connexe dans ces deux provinces.

Bien que les trois paliers de gouvernement affectent des sommes aux industries culturelles dans toutes les provinces, le pourcentage de financement consacré à ces activités varie d'une province à l'autre. Par exemple, au Québec, 46 % de l'ensemble des dépenses au chapitre de la culture est dédié aux industries culturelles, soit la proportion la plus élevée de toutes les provinces. C'est en Colombie-Britannique qu'est enregistré le pourcentage le plus faible (20 %).

### Bibliothèques

Les bibliothèques reçoivent en tout 1.5 milliard \$ des trois paliers de gouvernement. Les bibliothèques de l'Ontario sont celles qui obtiennent la part la plus importante, soit 584.4 millions \$ ou les deux cinquièmes de l'ensemble des dépenses publiques à ce titre. Cette situation s'explique par le fait que l'Ontario compte plus de bibliothèques que les autres provinces. Les sommes que consacrent les provinces aux bibliothèques varient beaucoup; par exemple, en Colombie-Britannique ces établissements reçoivent plus de la moitié du budget culturel total (51 %) alors qu'à l'Île-du-Prince-Édouard, ils se voient attribuer 19 % de ce budget.

### Patrimoine

Les trois paliers de gouvernement allouent 1.1 milliard \$ au secteur du patrimoine. Comme c'est le cas avec les industries culturelles, les dépenses totales sont concentrées en Ontario et au Québec. Toutefois, les dépenses par habitant sont relativement faibles en Ontario et au Québec et élevées dans la région de l'Atlantique, ce qui s'explique en grande partie par la présence d'importants parcs naturels ou historiques fédéraux dans cette région. Les dépenses par habitant sont supérieures à la moyenne nationale (42 \$) au Manitoba et en Alberta.

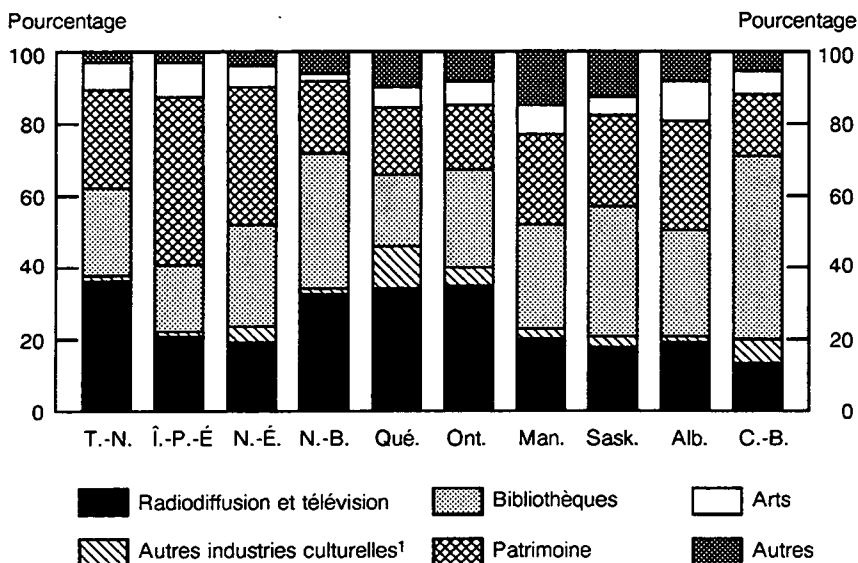
Les proportions des dépenses accordées au patrimoine diffèrent d'une province à l'autre. À l'Île-du-Prince-Édouard, par exemple, les dépenses publiques globales au titre du patrimoine représentent 47 % du budget culturel total, alors qu'elles expliquent 18 % de ce budget en Ontario. Toutefois, lorsqu'on l'exprime en dollars, la part de l'Ontario s'élève à 378.9 millions \$, le montant le plus élevé de toutes les provinces. L'Ontario est la province où se trouvent d'importants établissements du patrimoine comme le Musée des beaux-arts du Canada, le Musée royal de l'Ontario et le Musée des beaux-arts de l'Ontario.

### Arts

Les administrations publiques des trois paliers allouent 369.4 millions \$ aux arts (dont les arts d'interprétation, l'enseignement des arts, et les arts visuels et l'artisanat). Les arts en Alberta reçoivent un pourcentage de l'ensemble des dépenses publiques au titre de la culture supérieur (11 %) à celui de toute autre province; le pourcentage le plus faible est enregistré au Nouveau-Brunswick (2 %).

Figure 4

Répartition en pourcentage des dépenses publiques au titre de la culture selon la province et le principal secteur culturel, 1989-90



<sup>1</sup> Les autres industries culturelles comprennent le film et la vidéo, l'enregistrement sonore et l'édition.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.

# Le passé de l'édition du livre, un gage d'espoir?

Michel Frève, Gestionnaire de l'enquête sur l'édition et la diffusion exclusive du livre

On croit qu'en temps de récession, l'édition du livre subit les mêmes pressions que l'ensemble de l'économie. Mais est-elle affectée au même niveau et comment s'en sort-elle? Il est encore trop tôt pour étudier la situation présente, mais les chiffres recueillis auprès des maisons d'édition entre 1981-1982 et 1989-1990 nous permettent d'étudier l'industrie de l'édition du livre au cours d'une période de récession et les années de reprise.

En effet, il y a dix ans, le Canada était au prise avec une récession, courte mais sévère. De 1981 à 1982, la valeur, en dollars constants, du produit intérieur brut (PIB) chutait de 3.2 % avant de revenir, en 1983, à son niveau d'avant récession.

## L'édition du livre

Durant ces années 1981 et 1982, le monde de l'édition du livre voyait ses ventes totales<sup>1</sup>, soit les ventes de propres ouvrages<sup>2</sup> et celles d'ouvrages diffusés en exclusivité<sup>3</sup>, diminuer de 3.7% avant de rebondir l'année suivante avec une hausse de 6.5%. La figure 5 nous montre les variations annuelles des ventes de propres ouvrages et des ventes totales des maisons d'édition comparées à celles du PIB.

Même si l'amplitude des variations de la valeur des ventes des maisons d'édition est beaucoup plus prononcée que celle du PIB, leur augmentation annuelle moyenne est supérieure à celle de ce dernier. L'augmentation annuelle moyenne des ventes totales s'établit à 4.1% pour la période de 1980-1981 à 1989-1990 (soit 3.7% pour les ventes de propres ouvrages et 4.5% pour les ouvrages diffusés en exclusivité) alors que le PIB augmentait de 3.2% annuellement au cours de la même période. Donc, dans l'ensemble, même si les maisons d'édition ont subi cette période de récession, elles en sont sorties avec plus de force que l'ensemble de l'économie. L'augmentation réelle (dollars

<sup>1</sup> Les chiffres des ventes ont tous été convertis en dollars de 1989.

<sup>2</sup> Les propres ouvrages sont ceux ayant été publiés par les maisons d'édition établies au Canada.

<sup>3</sup> Les ouvrages vendus en diffusion exclusive sont en majorité des ouvrages publiés à l'extérieur du Canada.

constants) des ventes totales au Canada par les maisons d'édition pour ces dix années s'établit à 43%, atteignant, en 1989-1990, 1.04 milliards \$ dont 564 millions \$ pour les ouvrages qu'elles ont elles-même publiés.

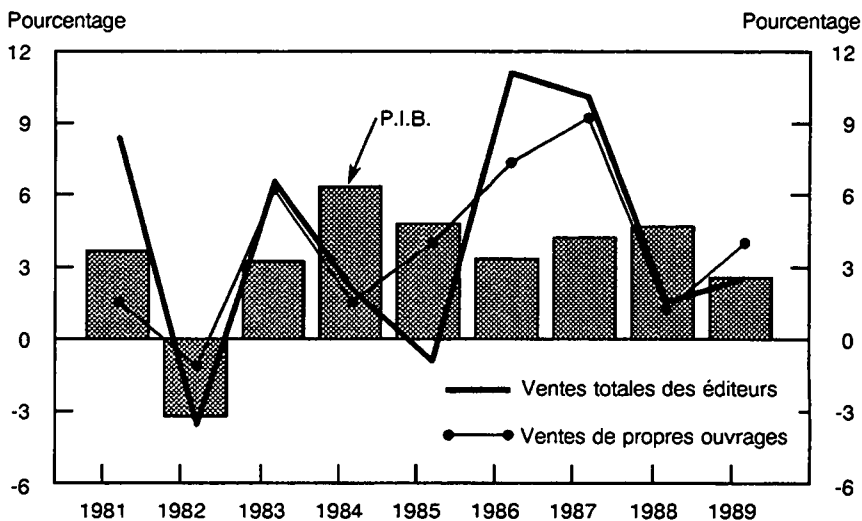
## La littérature générale

Si la situation générale de l'édition du livre pendant cette décennie fut assez

bonne, il y a cependant eu des différences dans le comportement des ventes selon le produit. Par exemple, les ventes d'ouvrages de littérature générale ont stagné jusqu'en 1986-1987 alors que, sous l'impulsion des ventes en diffusion exclusive, elles ont atteint des taux de croissance de sept à quinze pour cent, bien au-delà

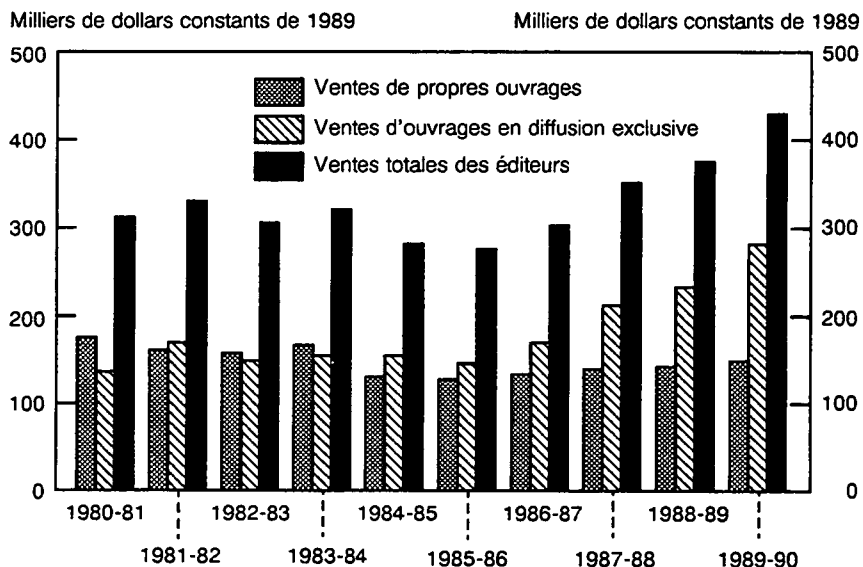
Suite p. 6

Figure 5  
Variations annuelles des ventes des maisons d'édition, 1980-81 à 1989-90



Ventes en dollars constants de 1989.

Figure 6  
Ventes totales au Canada d'ouvrages de littérature générale par les éditeurs, 1980-81 à 1989-90



de l'ensemble de l'industrie. Pendant ce temps, les ventes de propres ouvrages progressaient lentement mais régulièrement. La baisse remarquable des ventes de propres ouvrages en 1984-1985 (voir figure 6) est probablement liée à un changement dans la politique éditoriale de certaines entreprises. Il n'y a pas eu à ce moment-là de changement méthodologique à l'enquête qui aurait pu induire cette baisse. Cependant, elle semble coïncider avec l'avènement de livres de référence populaire et de guides pratiques. En effet, les données recueillies indiquent que le manque à gagner dans la catégorie de l'ouvrage général est compensé par une augmentation des ventes de la catégorie qui englobait le livre de référence cette année-là.

#### *Le manuel scolaire*

La catégorie du manuel scolaire paraît être à l'abri de la récession. En effet, entre 1981-1982 et 1982-1983, alors que les ventes dans les autres catégories accusaient une baisse, celle du manuel scolaire voyait ses ventes totales augmenter de près de 2%. Les ventes de propres ouvrages étaient même en hausse de plus de 5%. Sur l'ensemble de la période de 1980-1981 à 1989-1990, les ventes totales ont progressé presque à chaque année passant de 254 millions à 372 millions de dollars constants. Quant aux ventes de propres ouvrages, elles montrent une augmentation réelle de près de 49%. De son côté, le manuel scolaire diffusé en exclusivité progressait un peu moins, atteignant une hausse de 43%.

#### *En résumé*

Comme on a pu le constater, l'impact de la récession de 1981-1982 sur l'industrie de l'édition du livre fut faible et de courte durée. Ce secteur a même montré un rythme de croissance supérieur à celui de l'ensemble de l'économie. En général, cette situation s'explique en grande partie par le taux de croissance plus élevé des ventes en diffusion exclusive, laquelle sert de locomotive: les ventes de propres ouvrages, augmentant au rythme de 3.7% par année, n'ont pas progressé aussi rapidement que celles des ouvrages en diffusion exclusive (4.5%). La littérature générale est la catégorie principalement responsable de cette situation. Plus précisément, les ventes en diffusion exclusive d'ouvrages de littérature générale comptent, depuis 1983-1984, pour

plus de la moitié des ventes de cette catégorie et ont maintenu un taux moyen de croissance annuel de 8.3% de 1981-1982 à 1989-1990 alors que le taux pour les ventes de propres ouvrages était en décroissance de 1.8% annuellement. Aussi d'après nos chiffres, les entreprises oeuvrant dans le manuel scolaire ou dans

l'ouvrage de référence populaire et le livre pratique ont pu passer à travers cette période sans trop d'effets négatifs. En fait, les données semblent aussi dire que la diversification des produits et des activités soit souvent un gage de succès à long terme. □

## **Du nouveau!**

### **Plus de 203 millions \$ consacrés aux dépenses d'investissement dans le secteur du patrimoine**

*Erika Dugas, Gestionnaire de l'enquête sur les établissements du patrimoine*

De nouvelles données provenant de l'Enquête sur les établissements du patrimoine révèlent que:

- les dépenses d'investissement dont font état les établissements du patrimoine, à l'exception des parcs naturels, s'élèvent à plus de 203 millions \$ en 1989-1990, soit la somme la plus importante jamais déclarée par les établissements du patrimoine participant à l'enquête.
- les recettes de fonctionnement des établissements, à l'exception des parcs naturels, s'accroissent de 11% pour atteindre plus de 740 millions \$ alors que les dépenses de fonctionnement progressent de 15% pour se fixer à 702 millions \$, ce qui diminue la marge excédentaire des établissements par rapport à l'année précédente.
- dans l'ensemble, le financement public représente quelque 72% des recettes totales des établissements du patrimoine.
- les bénévoles continuent à contribuer grandement à ce secteur d'activité; en 1989-1990, les établissements du patrimoine font état de plus de 38,900 bénévoles répartis partout au pays.
- le nombre de visiteurs dans les parcs naturels enregistre une hausse de 10% par rapport à 1988-1989.

Apprenez à mieux connaître le secteur du patrimoine en consultant *Les Établissements du patrimoine, 1989-1990*, Statistiques de la culture, qui

vient de paraître. Pour commander cette publication annuelle, n° 87-207 au catalogue, voir la page 8. Pour plus de renseignements concernant les données, veuillez communiquer avec Erika Dugas, au (613) 951-1568. □

### **Le déficit des compagnies d'arts d'interprétation continue à augmenter**

*Mary Cromie, Gestionnaire de l'enquête sur les compagnies d'arts d'interprétation*

De nouvelles données de l'Enquête sur les compagnies d'arts d'interprétation démontrent que :

- le solde net du total des recettes et des dépenses se traduit par un déficit considérable de 7.5 millions \$ pour les compagnies d'arts d'interprétation, soit une progression de 117% par rapport à 1988-1989.
- les recettes gagnées, en pourcentage des recettes totales, augmentent constamment, passant de 49% de l'ensemble des recettes en 1986-1987 à 51% en 1989-1990.
- les subventions des administrations publiques continuent à expliquer plus du tiers des recettes d'exploitation des compagnies, ce qui constitue une faible variation par rapport à l'année précédente mais une baisse de 3% en regard de 1986-1987.
- les compagnies de théâtre, la composante la plus nombreuse des arts d'interprétation, présentent des caractéristiques différentes de celles des autres disciplines que sont la musique, la danse et l'opéra. Leurs recettes gagnées, qui se fixent à 57% de l'ensemble des recettes en 1989-1990, sont de beaucoup supérieures à celles des compagnies des autres disciplines,

et les compagnies de théâtre comptent un peu moins sur les subventions des administrations publiques, qui représentent 31 % de leurs recettes.

- 55 % des dépenses de l'ensemble des compagnies d'arts d'interprétation s'expliquent par les salaires, traitements et cachets des employés.

Vous retrouverez ces chiffres, ainsi que bien d'autres faits intéressants, dans *Arts d'interprétation, 1989-1990*, Statistiques de la culture, qui vient de paraître. Pour commander cette publication annuelle, n° 87-209 au catalogue, voir la page 8. Pour plus de renseignements concernant les données, veuillez communiquer avec Mary Cromie, au (613) 951-6864.

## Dernières données disponibles

L'édition du périodique: 1989-1990

Production cinématographique et vidéo: 1989-1990

Distribution cinématographique et vidéo: 1989-1990

Laboratoires de films et services de post-production: 1989-1990

Cinémas: 1989-1990

Bibliothèques publiques: 1989-1990

Dépenses publiques au titre de la culture: 1989-1990

Les établissements du patrimoine: 1989-1990

Radio et télévision: 1990

Les arts d'interprétation: 1989-1990

Édition et diffusion du livre: 1989-1990

Nous ferons en sorte de mettre à la disposition de la collectivité culturelle des renseignements de la meilleure qualité possible sur elle-même. Grâce aux discussions et à de fréquents rapports d'étape, le secteur culturel participera au projet du début à la fin.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Kathryn Williams au (613) 951-1517.

## À la recherche de la population active du secteur culturel

Kathryn Williams, Gestionnaire, Projet sur la population active du secteur culturel

"(Des) milliers de Canadiens ... investissent leurs talents et leurs efforts dans les activités culturelles ..., en tant que créateurs, concepteurs, interprètes, imprésarios, administrateurs, entrepreneurs, producteurs, réalisateurs, conservateurs, techniciens, traducteurs, enseignants, instructeurs ou ... fonctionnaires."<sup>1</sup>

Bien que le travail de ces Canadiens soit visible dans toutes les sphères, notamment l'édition, le théâtre, la musique et les musées, il est reconnu depuis fort longtemps que l'on manque au Canada de renseignements fiables sur les individus qui créent ces produits. Par exemple, il n'existe pas de description précise:

- du nombre d'artistes et de travailleurs du secteur culturel;
- de la nature de leur travail;
- des compétences nécessaires à leur travail;
- des répercussions qu'a sur eux l'évolution sociale, politique, économique et technologique.

Statistique Canada, sous le parrainage d'Emploi et Immigration Canada, comblera cette lacune en réalisant le premier examen interprofessionnel des artistes et travailleurs du secteur culturel au Canada. Le Projet sur la population active du secteur culturel sera un moyen de reconnaître la valeur sociale et économique des artistes et des travailleurs du secteur culturel. La plupart des sources actuelles de renseignements – entre autres, le Recensement de la population et l'Enquête sur la population active – n'établissent pas un profil détaillé de la population active du secteur culturel.

<sup>1</sup> "L'art n'est jamais un acquis – La formation professionnelle en art au Canada", Rapport du groupe d'étude sur la formation professionnelle dans le secteur culturel au Canada, p. 119-120.

Le projet intégrera les besoins en matière de renseignements de la collectivité culturelle, à savoir les groupes artistiques, ainsi que les artistes, travailleurs, entrepreneurs et décisionnaires du secteur culturel. La première étape consistera à discuter de l'enquête avec les membres de la collectivité culturelle. La Conférence canadienne des arts, le Ministère des communications et le Conseil des arts du Canada participent déjà à ce projet. Des réunions et des discussions collectives auront lieu dans les mois qui viennent. En vue de définir le calendrier de collecte, nous établirons également durant cette période les meilleurs méthodes pour recueillir les données auprès de la population active du secteur culturel.

Ce projet intéressera toute personne concernée par la création, la production, l'interprétation, la commercialisation, la gestion et la conservation des arts au Canada.

## Pleins feux sur les données

Dépenses des administrations publiques, par habitant, au titre de la culture, 1989-1990 205 \$

### Recettes totales rapportées:

Production cinématographique et vidéo, 1989-1990:	588 millions \$
Distribution cinématographique et vidéo, 1989-1990	668 millions \$
Grossistes de vidéocassettes pré-enregistrées, 1989-1990:	428 millions \$
Laboratoires de films et services de post-production, 1989-1990:	260 millions \$
Cinémas, 1989-1990:	564 millions \$
Compagnies d'enregistrement sonore, 1989-1990:	636 millions \$
Éditeurs et diffuseurs exclusifs de livres, 1989-1990:	1,464 millions \$
Éditeurs de périodiques, 1989-1990:	903 millions \$
Radiodiffuseurs, 1989:	2,336 millions \$
Télédiffusion, 1989:	1,154 millions \$

### Recettes d'exploitation rapportées

Compagnies d'art d'interprétation, 1989-1990:	353 millions \$
Etablissements du patrimoine, 1989-1990:	979 millions \$
Bibliothèques publiques, 1989-1990:	614 millions \$

<b>Nouvelles publications</b>	<b>Nouvelles données</b>	<b>Section des activités et des institutions culturelles</b>
<p style="text-align: right;">Prix au Canada</p> <p>87-202 L'enregistrement sonore, 1989-1990 22 \$</p> <p>87-205 Les bibliothèques publiques, 1988-1989 30 \$</p> <p>87-206 Dépenses publiques au titre de la culture, 1989-1990 17 \$</p> <p>87-207 Les établissements du patrimoine, 1989-1990 30 \$</p> <p>87-208 L'écoute de la télévision, 1990 26 \$</p> <p>87-209 Les arts d'interprétation, 1989-1990 30 \$</p>	<p>L'enregistrement sonore: 1990-1991</p> <hr/> <p><b>Publications à paraître</b></p> <hr/> <p>87-001 Vol. 15 N° 1: Les arts d'interprétation, 1989-1990</p> <p>87-001 Vol. 15 No 2: Dépenses publiques au titre de la culture, 1989-1990</p> <p>87-204 Le film et la vidéo, 1989-1990</p>	<p><b>Chef</b> Roberta Sametz 951-9173</p> <p><b>Arts d'interprétation</b> Mary Cromie 951-6864</p> <p><b>Etablissements du patrimoine</b> Erika Dugas 951-1568</p> <p><b>Bibliothèques publiques</b> Hélène Aylwin 951-1562</p> <p><b>Dépenses publiques au titre de la culture</b> Norman Verma 951-6863</p>
<b>Publications toujours disponibles</b>	<b>Renseignez-vous ...</b>	<b>Section des industries culturelles</b>
<p style="text-align: right;">Prix au Canada</p> <p>87-203 L'édition du périodique, 1988-1989 17 \$</p> <p>87-204 Le film et la vidéo, 1988-1989 22 \$</p> <p>87-210 L'édition du livre, 1989-1990 17 \$</p> <p>87-517 Dépenses publiques au titre de la culture au Canada, 1982-1983 à 1986-1987 35 \$</p> <p>87-001 Vol. 14, N° 1, La spécialisation: une caractéristique de l'édition du livre 4.90 \$</p> <p>87-001 Vol. 14, N° 2, Dépenses publiques au titre de la culture, 1988-1989 4.90 \$</p> <p>87-001 Vol. 14, N° 3, Les arts d'interprétation, 1988 4.90 \$</p> <p>87-001 Vol. 14, N° 4 L'édition du périodique, 1988-1989 dans une perspective historique 4.90 \$</p>	<p>Nous espérons que vous jugerez ce bulletin instructif et utile, et que vous ferez part par écrit de vos observations. Veuillez adresser toute correspondance à l'adresse suivante:</p> <p>La rédactrice, <i>La culture en perspective</i>, Division de l'éducation, de la culture et du tourisme, Statistique Canada, Immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6</p> <p>Pour plus de renseignements sur les produits, les totalisations spéciales ou le contenu de certaines enquêtes, veuillez communiquer avec l'une ou l'autre des personnes suivantes:</p> <p>Directeur-adjoint, Culture Iain McKellar 951-9038</p> <p>Gestionnaire, Projet sur la population active du secteur culturel Kathryn Williams 951-1517</p> <p>Profil des consommateurs Renée Langlois 951-1571</p> <p>Sous-section de l'accès aux données Clifford Prôt 951-1557</p>	<p><b>Chef</b> Michel Durand 951-1566</p> <p><b>Edition et diffusion du livre</b> Michel Frève 951-1563</p> <p><b>Edition du périodique</b> Fidelis Ifedi 951-1569</p> <p><b>Film et vidéo</b> Sharon Boyer 951-1573</p> <p><b>Enregistrement sonore</b> Nicole Charron 951-1544</p> <p><b>Radio et télévision</b> John Gordon 951-1565</p>
<p>Pour commander des publications composez sans frais le 1-800-267-6677.</p>		<p><b>La culture en perspective</b> (n° 87-004 au catalogue) ISSN 0843-7548 est une publication trimestrielle autorisée par le Ministre responsable de Statistique Canada © Ministre de l'Industrie, des sciences et de la technologie, 1992.</p> <p><b>Rédactrice:</b> Renée Langlois, (613) 951-1571</p> <p><b>Abonnements:</b> Canada: 6,25 \$ l'exemplaire, 25 \$ par année. Etats-Unis: 7,50 \$ US l'exemplaire, 30 \$ US par année. Autres pays: 8,75 \$ US l'exemplaire, 35 \$ US par année. Commandes: 1-800-267-6677 (sans frais partout au Canada).</p> <p>Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable du chef, Services aux auteurs, Division des publications, Statistiques Canada, Ottawa (Ontario) K1A 0T6.</p>